



AUG 26 1982

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-septième session

Point 74 b) de l'ordre du jour provisoire\*

ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE ET SECOURS

EN CAS DE CATASTROPHES : PROGRAMMES

SPECIAUX D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE

CONFIDENTIEL

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-septième année

### Assistance au Botswana

#### Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 36/222 du 17 décembre 1981, sur l'assistance au Botswana, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de mobiliser les ressources nécessaires à un programme d'assistance financière, technique et matérielle au Botswana, de garder la situation au Botswana constamment à l'étude, et de procéder à une étude de la situation économique du pays et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en sa faveur en temps utile pour que l'Assemblée générale puisse examiner la question à sa trente-septième session.

2. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission se rende au Botswana en juin 1982 en vue de tenir des consultations avec le gouvernement. Dans son rapport, que l'on trouvera en annexe, la mission décrit la situation économique et analyse l'effet de la sécheresse résultant de l'absence de pluies saisonnières depuis 1981, et résume les progrès accomplis dans l'application du programme spécial d'assistance économique et dans la satisfaction des besoins liés au relèvement et au développement.

\* A/37/150.

3. Au paragraphe 8 de la résolution 36/222, l'Assemblée générale a invité un certain nombre d'institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies à appeler l'attention de leurs organes directeurs, aux fins d'examen, sur l'assistance qu'ils apportent au Botswana, et invitait également ces organes à rendre compte des résultats de leur assistance et de leurs décisions au Secrétaire général en temps utile pour que l'Assemblée puisse les examiner à sa trente-septième session. Les réponses des organisations seront reproduites dans un rapport du Secrétaire général couvrant le Botswana et les autres pays pour lesquels l'Assemblée lui a demandé d'organiser des programmes spéciaux d'assistance économique.

ANNEXE

Rapport de la mission d'étude au Botswana

(du 24 au 30 juin 1982)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
I. INTRODUCTION .....	1 - 4	2
II. SITUATION ECONOMIQUE .....	5 - 43	2
A. Généralités .....	5 - 9	2
B. Agriculture .....	10 - 19	4
1. Sécheresse .....	11 - 13	4
2. Besoins alimentaires d'urgence .....	14 - 16	4
3. Autres besoins d'urgence .....	17	5
4. Aide alimentaire disponible .....	18 - 19	6
C. Elevage .....	20 - 25	6
D. Secteur minier .....	26 - 34	8
1. Diamants .....	27 - 29	9
2. Cuivre et nickel .....	30 - 31	9
3. Charbon et autres minéraux .....	32 - 34	10
E. Balance des paiements .....	35 - 40	10
F. Budget de l'Etat .....	41 - 43	12
III. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE .....	44 - 53	14
IV. LES EXIGENCES DU RELEVEMENT ET DU DEVELOPPEMENT .....	54 - 61	16

## I. INTRODUCTION

1. Le 17 décembre 1981, l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/222 sur l'assistance au Botswana dans laquelle, entre autres choses, elle priait le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique du pays et des progrès réalisés dans l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en sa faveur, en temps utile pour que l'Assemblée générale examine la question à sa trente-septième session. Conformément à la résolution 403 (1977) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a présenté des rapports sur l'assistance au Botswana à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social de 1977 à 1981 (voir A/36/264-S/14491, par. 2 à 6).

2. Conformément à la résolution 36/222, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission séjourne au Botswana du 24 au 30 juin 1982 en vue de tenir des consultations avec le gouvernement au sujet de la situation économique du pays et des effets de la sécheresse résultant de l'absence de pluies saisonnières depuis 1981, ainsi que des progrès réalisés dans l'application du programme spécial d'assistance économique élaboré par le gouvernement durant des missions précédentes organisées par le Secrétaire général, et dans la satisfaction des besoins liés au relèvement et au développement des zones affectées par les graves troubles frontaliers de 1977.

3. La mission était dirigée par le Coordonnateur des programmes spéciaux d'assistance économique relevant du Bureau des questions politiques spéciales. Elle a tenu des réunions avec le Ministre par intérim des affaires extérieures, le Ministre adjoint des finances et de la planification du développement, le Gouverneur de la Banque du Botswana, les secrétaires permanents des ministères des finances et de la planification du développement, des travaux publics et des communications, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, et des ressources minérales et des eaux, ainsi qu'avec d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement.

4. La mission tient à remercier le gouvernement du Botswana de la coopération sans réserve dont elle a bénéficié, ainsi que le représentant résident par intérim du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de son concours.

## II. LA SITUATION ECONOMIQUE

### A. Généralités

5. A la fin des années 70, le Botswana a connu une croissance économique rapide, mais en 1980-1982, la situation est devenue difficile. Fondamentalement, l'économie est extrêmement vulnérable pour trois raisons : la situation politique en Afrique australe (qui en 1977 a suscité le premier rapport du Secrétaire général sur l'assistance économique spéciale); le problème constant de la sécheresse (en dépit de l'importance du secteur minier, la majorité de la population est tributaire de l'agriculture et de l'élevage); le fort impact sur l'économie des faiblesses des marchés mondiaux des diamants, du cuivre et du nickel. Cette année, il y a eu une sécheresse, et les marchés du diamant, du cuivre et du nickel sont déprimés. A l'arrière-plan, persiste l'incertitude au sujet de l'évolution dans la région, qui, entre autres choses, rend plus difficile certaines options de développement. Du fait de la situation politique dans la région, on peut aussi prévoir de nouveaux mouvements importants de réfugiés vers le Botswana.

6. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en valeur réelle de 13 p. 100 en 1979-1980, cet accroissement étant attribué en majeure partie au secteur minier qui représentait 23 p. 100 de produit (contre 8 p. 100 seulement en 1973-1974). Selon des estimations initiales, le PIB a atteint, en 1980-1981, 809 millions de pulas\* aux prix courants, avec une stabilité relative du secteur minier, tandis que la production de viande de boeuf se trouvait gravement affectée par la fièvre aphteuse. En valeur réelle, le PIB n'a augmenté que de 1,7 p. 100 en 1980-1981. On ne prévoit pas de croissance réelle en 1981-1982, en raison surtout de la chute des exportations de diamants (voir ci-dessous)\*\*.

7. En 1981, la population était estimée à 936 600 habitants. La population urbaine, qui a augmenté de près de 11 p. 100 par an durant la dernière décennie, s'élève maintenant à 150 000 habitants. Le secteur de l'emploi organisé est estimé à 83 400, plus 20 000 mineurs travaillant en Afrique du Sud. Si le secteur privé fournit la plupart des nouvelles possibilités d'emploi depuis les dernières années, le gouvernement se préoccupe du fait que la création d'emplois n'est pas suffisante pour absorber le chômage, en particulier parmi les jeunes sortis récemment de l'école. Le Fonds de développement de l'emploi productif, qui assurera une assistance financière initiale pour couvrir en partie les frais de main-d'oeuvre des petites entreprises qui démarrent ou s'agrandissent, a bénéficié de 5 millions de pulas de crédit pour l'exercice fiscal en cours et ce montant pourrait être doublé l'année prochaine.

8. Le taux d'inflation annuel, élevé à la fin de 1980, s'est quelque peu abaissé, tombant à 14 p. 100 en 1981. Un nouveau déclin de ce taux est apparu au début de 1982. En 1981, le pula a été réévalué de 9 p. 100 par rapport au rand sud-africain (principale monnaie d'échange du Botswana) mais a perdu 16 p. 100 par rapport au dollar des Etats-Unis.

9. En 1981, il a été décidé que le Botswana serait le siège du secrétariat de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), comprenant neuf pays de la région\*\*\* qui se sont réunis pour harmoniser et promouvoir un programme ambitieux de projets de développement régional dans tous les secteurs de l'économie. Plusieurs des projets mentionnés aux chapitres III et IV du présent rapport entrent dans le cadre des programmes régionaux de la SADCC.

---

\* Au milieu de 1982, le taux de change était de 1 pula = 1,08 dollar E.-U.

\*\* Si l'on considère le prix coûtant des diamants au lieu d'une valeur à la vente hypothétique, le PIB a probablement diminué de 8 p. 100 en 1981/1982.

\*\*\* Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

## B. Agriculture

10. Le Botswana souffre de l'irrégularité des précipitations et est sujet à de graves sécheresses. Dans une année normale, le pays a besoin d'environ 120 000 tonnes de céréales alimentaires pour nourrir sa population mais n'en produit que 50 000. Le déficit est couvert au moyen soit d'importations commerciales soit d'une aide alimentaire. La plupart de la population vivant de l'agriculture et de l'élevage, l'irrégularité des précipitations a un effet adverse de vaste envergure sur l'économie de l'ensemble du pays.

### 1. Sécheresse

11. Le 1er avril 1982, le Président du Botswana a déclaré officiellement que le pays était frappé de sécheresse en raison de l'insuffisance des précipitations durant la saison 1981-1982. Le manque de pluie a provoqué de mauvaises récoltes dans la plupart du pays et les récoltes céréalières, selon les dernières estimations, ne représenteront que 16 000 tonnes. Les difficultés budgétaires et le déséquilibre de la balance des paiements résultant du faible cours de produits minéraux sur le marché mondial ont réduit l'aptitude du gouvernement à financer les importations alimentaires supplémentaires requises pour parer à ce déficit.

12. Le gouvernement prévoit un certain nombre de mesures pour faire face à la grave situation créée par la sécheresse. Il a pris des dispositions pour que des rations alimentaires supplémentaires soient distribuées aux groupes vulnérables et aux populations des villes les plus affectées. Une assistance directe, en espèces ou en nature, sera accordée pour le relèvement de l'agriculture et des semences doivent être mises sur le marché à des prix subventionnés. En outre, un certain nombre de projets de secours à forte intensité de main-d'oeuvre ont été formulés en vue d'être exécutés avec une assistance internationale.

13. Le gouvernement a établi des comités spéciaux composés de représentants des ministères des finances et de la planification du développement, de l'agriculture, des administrations territoriales et des terres, et des ressources minérales et des eaux, pour coordonner et appliquer des mesures de secours en faveur des districts affectés par la sécheresse.

### 2. Besoins alimentaires d'urgence

14. Le gouvernement estime qu'il lui faudra prendre des mesures spéciales pour nourrir 200 000 personnes, dont des groupes vulnérables comme les mères allaitantes, les enfants d'âge préscolaire et les malades hospitalisés. Les besoins estimatifs sont de 28 287 tonnes, représentant un coût d'environ 15 870 000 pulas (voir tableau 1).

Tableau 1

Besoins alimentaires d'urgence

Produits	Quantité (tonnes)	Coût (pulas)
Sorgho 6 570	1 560 000	
Maïs 13 140	2 120 000	
Doliques 4 000	1 600 000	
Huile comestible	2 460	5 410 000
Lait écrémé en poudre	2 117	5 180 000
<b>Total</b>	<b>28 287</b>	<b>15 870 000</b>

15. Il existe une réserve de céréales stratégique et le gouvernement dispose actuellement de 8 000 tonnes de sorgho et de 4 000 tonnes de maïs pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence du programme de secours aux régions frappées par la sécheresse. Cependant, dans le cadre du projet de réserves céréalières stratégiques du programme alimentaire mondial (PAM) les stocks de céréales doivent être reconstitués dans les deux mois qui suivent les prélèvements. Des quantités limitées d'huile comestible et de lait en poudre sont disponibles sur le plan commercial dans la région.

16. Le gouvernement préférerait une assistance internationale sous la forme de fonds pour l'achat de denrées alimentaires dans la région, mais il accepte aussi volontiers une aide en nature.

3. Autres besoins d'urgence

17. Le gouvernement estime qu'il lui faudra 6 399 469 pulas pour un certain nombre d'autres articles nécessaires d'urgence et pour des projets connexes (voir tableau 2)

Tableau 2

Autres besoins d'urgence

Articles	Coût (pulas)
20 camions de 7 tonnes pour les livraisons de produits alimentaires	460 000
Ustensiles de cuisine, etc.	160 000
Mouture du sorgho	500 000
Aliments pour les habitants des zones isolées	200 000
Assistance directe aux indigents	204 000
Projets de secours à forte intensité de main-d'oeuvre	2 500 000
<u>Eau :</u>	
i) Purificateurs	500 000
ii) Forage de puits a/	<u>1 875 469</u>
<b>Total</b>	<b>6 399 469</b>

a/ Il est prévu de poursuivre ce projet entre 1982 et 1986, et 611 009 pulas seront nécessaires chaque année par la suite.

4. Aide alimentaire disponible

18. En réponse à la demande d'assistance lancée par le gouvernement, un certain nombre de donateurs ont annoncé une aide alimentaire et d'autres formes de secours d'urgence. A la fin d'avril 1982, la Communauté économique européenne (CEE) avait annoncé 500 tonnes de lait écrémé en poudre; les Etats-Unis avaient promis 25 000 dollars pour l'achat sur place de produits alimentaires et indiqué qu'ils pourraient fournir une certaine quantité de lait écrémé en poudre et d'huile alimentaire ainsi que des fonds pour l'achat de maïs et de sorgho au Zimbabwe; La République fédérale d'Allemagne avait indiqué qu'elle pourrait fournir des fonds pour l'achat de 2 à 3 000 tonnes de maïs et de sorgho. L'Organisme norvégien de développement international (NORAD) envisageait une assistance pour les zones frappées par la sécheresse, qui serait acheminée par la PAM. Une aide alimentaire est également attendue de la Suède.

19. En dépit de cette réaction encourageante, la nécessité d'une assistance internationale supplémentaire reste urgente. On peut obtenir des détails sur les besoins auprès du Ministère de l'agriculture à Gaborone.

C. Elevage

20. Le cheptel du Botswana est estimé à plus de 3 millions de têtes. Les exportations de viande de boeuf sont une source importante de devises (voir tableau 3).

/...



Tableau 3

Exportations de viandes de boeuf

	1976	1979	1980	1981	1982 (estimations)
Tonnes					
(boeuf désossé)	31 300	31 000	17 100	25 500	30 000
Valeur					
(millions de pulas)	41,5	69,0	31,8	72,0 a/	87,0 a/
Bétail abattu					
(têtes) b/	212 000	229 000	141 000	202 000	240 000-250 000

a/ Estimation provisoire.

b/ Uniquement par la Commission de la viande du Botswana.

21. Une épidémie de fièvre aphteuse s'est traduite par une forte diminution des exportations de boeuf vers les pays de la CEE en 1980. Cependant, en septembre de la même année, la fin de l'épidémie a été déclarée dans le pays et les exportations de boeuf ont repris.

22. La sécheresse a tragiquement affecté un certain nombre de zones de pâturage, surtout dans le centre et dans la zone de Francistown. Au cours d'une année normale, les abattages représentent environ 10 p. 100 du cheptel, soit quelque 300 000 têtes. Mais en 1982, en raison de la sécheresse, il pourrait être nécessaire d'abattre un plus grand nombre de bêtes, ce qui dépassera les capacités des abattoirs. Si la sécheresse persiste, les pertes pourraient s'élever à 1 million de têtes.

23. Il est prévu d'abattre 240 000 à 250 000 bêtes pour l'exportation pendant l'année en cours. Les abattoirs ne pouvant suffire qu'à 220 000 têtes, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour accroître leur capacité et acheter du matériel de transport en vue de l'expansion des exportations de viande de boeuf. Le Botswana prévoit d'exporter au moins 300 000 tonnes en 1982, dont 12 000 à 14 000 tonnes iront à la CEE.

24. La CEE et la République fédérale d'Allemagne octroient une assistance consultative dans le secteur de la santé animale. La lutte contre la mouche tsé-tsé demeure un problème dans certaines zones, et doit être abordée à l'échelon régional, en coopération avec les pays voisins. Une aide internationale est requise pour ce problème, qui relève de la SADCC.

25. Le gouvernement a établi un programme de secours pour le secteur de l'élevage, prévoyant d'une part d'abattre un plus grand nombre d'animaux dans les zones affectées et, d'autre part, la capacité d'abattage actuelle étant insuffisante, de protéger autant que possible les troupeaux des effets de la sécheresse. Le coût du programme est estimé à 850 000 pulas, et une aide internationale est nécessaire pour son financement (voir tableau 4).

Tableau 4

## Programme de secours dans le secteur de l'élevage

	Coût (pulas)
Vaccin antituberculeux	200 000
Aliment du bétail	150 000
Achat de bétail pour l'alimentation des enfants des écoles	500 000
Total	850 000

D. Secteur minier

26. Le tableau 5 reprend des statistiques récentes sur la production du secteur minier.

Tableau 5

## Production minière et valeur

	1976	1979	1980	1981
<u>Indice de la production minière</u>	100	147	161	169
Cuivre (tonnes d'équivalent)	12 500	14 600	15 600	17 800
Nickel (tonnes d'équivalent)	12 600	16 200	15 400	18 300
Matte de cuivre et de nickel (millions de pulas)	51,6	74,1	83,3	79,4
Diamants (millions de carats)	2,4	4,4	5,1	5,0
Diamants (millions de pulas)	33,9	163,7	223,6	206,5
Charbon (milliers de tonnes)	224	355	371	380
Charbon (millions de pulas)	1,7	2,7	3,5	4,2

## 1. Diamants

27. Par suite de variations dans la qualité des diamants à la mine d'Orapa, la production a légèrement fléchi en 1981. Cependant, la production nationale augmentera sensiblement en 1982, la mine de Jwaneng étant entrée en production au début de l'année. Si l'on prévoit qu'Orapa continuera à produire environ 5 millions de carats, la production de Jwaneng devrait atteindre environ 2,2 millions de carats, soit un total de l'ordre de 7,2 millions de carats en 1982. On estime que la mine de Jwaneng peut produire environ 5 millions de carats par an.

28. En raison de la faiblesse de la demande sur les marchés mondiaux en 1981, le système de contingents de l'Organisation centrale de vente (CSO), par l'intermédiaire de laquelle les diamants du Botswana sont commercialisés, a été invoqué. En conséquence, la valeur des exportations de diamants a fortement baissé en 1981 (voir tableau 6). Ceci a eu un effet immédiat sur les recettes minières de l'Etat (qui à l'heure actuelle proviennent presque exclusivement des diamants), lesquelles sont tombées de 101 millions de pulas à 77 millions. Les stocks de diamants détenus au Botswana ont augmenté rapidement, leur valeur d'exportation étant estimée à 120 millions de dollars à la fin de 1981 et 150 millions au milieu de 1982. Cependant, on prévoit que les exportations reprendront quelque peu en 1982, à cause surtout de l'effet sur le contingent du Botswana de la nouvelle production de Jwaneng.

29. Même si les marchés de détail et industriel de diamants se renforçaient, les stocks actuels de la CSO représenteraient probablement plus d'une année de vente et des stocks supplémentaires sont détenus par les producteurs. Il est donc probable que le marché restera faible du point de vue des producteurs pendant encore au moins un an et probablement plus longtemps.

## 2. Cuivre et nickel

30. Tandis que la production de cuivre et de nickel augmentait de 16 p. 100 à Selebi-Phikwe et atteignait de nouveaux records en 1981, la valeur tombait de 5 p. 100 par suite d'un déclin de 20 p. 100 des cours moyens du cuivre et de 8 p. 100 de ceux du nickel au cours de l'année. Durant le premier semestre de 1982, la production est restée à peu près au niveau de 1981, mais les cours du cuivre et du nickel sont tombés encore de 10 à 15 p. 100.

31. En raison de la forte chute des cours, la mine de Selebi-Phikwe doit faire face à de graves difficultés financières et ne contribue pas aux recettes de l'Etat. Le gouvernement est extrêmement préoccupé de l'avenir de la mine, car elle est le plus gros employeur de la nation (4 000 personnes) et contient suffisamment de minerai pour rester en production 15 ans encore. En juin 1982, les actionnaires (Gouvernement du Botswana, Anglo-American Corporation Ltd., et American Metal Climax Inc.), qui sont ensemble les principaux crédateurs, sont convenus d'une restructuration financière, qui prévoit le report à quatre ans des redevances dues à l'Etat. Ainsi, si l'accord récent permet de conserver la mine en production, de sauvegarder les emplois et de maintenir sa capacité de recettes en devises et ses effets multiplicateurs sur le plan intérieur, le gouvernement ne peut compter sur aucune recette du secteur minier dans un avenir proche.

### 3. Charbon et autres minéraux

32. Des études de faisabilité en vue de l'exploitation de vastes gisements de charbon de faible qualité dans la région de Mahalapye/Serowe, qui doivent se prolonger sur trois ans, seront entreprises à brève échéance. Des études de préfaisabilité ont indiqué une production potentielle de 5 millions de tonnes par an au cours de la première phase, et la possibilité d'une deuxième phase durant laquelle la production serait doublée. Une transformation de cette ampleur (la production actuelle est de l'ordre de 400 tonnes utilisées uniquement pour la production d'électricité) aurait un effet majeur sur l'économie. Mais elle pose notamment le problème des voies d'exportation, à savoir la mise en place d'une ligne d'une capacité suffisante raccordée au chemin de fer existant, et la possibilité à plus long terme d'une ligne traversant le Kalahari jusqu'à Walvis Bay en Namibie. Cette ligne vers l'ouest aurait évidemment un fort potentiel pour le développement de l'intérieur du Botswana.

33. Des pourparlers sont en cours au sujet de la construction d'une nouvelle centrale thermique fonctionnant au charbon, et la France et la République fédérale d'Allemagne se sont l'une et l'autre déclarées désireuses d'appuyer ce projet au moyen de prêts à des conditions de faveur et de crédits de fournisseurs.

34. Il est possible qu'une étude de faisabilité soit entreprise à brève échéance en vue de l'exploitation de la région de Makgadikgadi Pans, au nord-ouest de Francistown, où se trouvent de vastes gisements de sel, de carbonate de sodium et autres halogènes. Il semble qu'on puisse prévoir une production annuelle de 400 000 tonnes de sel et de 300 000 tonnes de carbonate de sodium.

#### E. Balance des paiements

35. La balance des paiements pour les trois dernières années, et les projections les plus récentes pour 1982, sont reprises au tableau 6.

Tableau 6

Balance des paiements\*

(Millions de pulas)

	1979	1980	Chiffres préliminaires 1981	Projections 1982
<u>Exportations (f.o.b.)</u>	360	423	352	451
Diamants	(184)	(237)	(145)	(225)
Cuivre et nickel	(61)	(81)	(79)	(75)
Viande de boeuf et produits carnés	(74)	(36)	(80)	(97)
Divers	(38)	(36)	(45)	(54)
Ajustements	(4)	(32)	(3)	-
<u>Importations (c.a.f.)</u>	-360	-468	-583	-625
<u>Balance commerciale</u>	<u>0</u>	<u>-45</u>	<u>-231</u>	<u>-174</u>
<u>Services (nets)</u>	-75	-115	-61	-103
Revenus d'investissements	(-35)	(-72)	(-8)	...
Autres services	(-40)	(-43)	(-53)	...
<u>Biens et services</u>	<u>-75</u>	<u>-160</u>	<u>-292</u>	<u>-277</u>
<u>Transferts nets</u>	105	99	113	118
Secteur privé	(2)	(-1)	(-2)	...
Secteur public	(103)	(101)	(115)	...
<u>Balance du compte d'opérations courantes</u>	<u>30</u>	<u>-61</u>	<u>-179</u>	<u>-159</u>
<u>Compte de capital (net)</u>	71	120	123	127
Secteur privé	(83)	(101)	(115)	(108)
Secteur public	(-11)	(15)	(6)	(18)
Divers	(-2)	(4)	(2)	(1)
<u>Erreurs et omissions</u>	-6	+13	-5	-
<u>Balance générale</u>	<u>94</u>	<u>72</u>	<u>-61</u>	<u>-32</u>

\* Sur la base des règlements.

... = non disponible.

/...

36. Par rapport aux résultats relativement satisfaisants de 1979, 1980 a vu une forte chute des exportations de viande de boeuf, compensée par une augmentation des exportations de diamants. Par suite de la progression rapide des importations, la balance du compte d'opérations courantes a accusé un déficit, dont l'effet sur la balance générale a été atténué par un apport de capitaux plus important. En 1981, les ventes de diamants ont sensiblement diminué par suite de la dépression du marché mondial, et en dépit d'un certain relèvement des exportations de viande de boeuf, le déficit commercial s'est fortement accentué en raison d'une nouvelle progression rapide des importations. Les invisibles ont marqué quelques progrès mais la balance générale a accusé un déficit important de 61 millions de pulas (66 millions de dollars).

37. Au début de 1982, le Botswana a pu réaliser une vente imprévue de diamants qui a sensiblement amélioré les projections des exportations pour l'année. Les importations commerciales de produits alimentaires (maïs et sorgho) nécessitées en 1982 par la sécheresse, s'élèveront à environ 10 millions de pulas, soit un quart de l'accroissement total des importations. Le reste des importations supplémentaires représente 5,5 p. 100 par rapport à 1981, ce qui, si l'on tient compte de l'inflation, constitue une légère régression des importations en valeur réelle. Les déficits projetés du compte d'opérations courantes et de la balance générale sont légèrement inférieurs à ceux de 1981, mais demeurent importants par rapport aux années précédentes.

38. A cause surtout des réductions prévues dans les rapports à court terme de capitaux privés, et de difficultés persistantes sur le marché des diamants, le déficit général pourrait en 1983 s'élever à 40 ou 50 millions de dollars.

39. Les apports d'aide extérieure qui permettent de financer la moitié environ du budget de développement, sont restés à peu près stables en valeur monétaire, ce qui représente un léger déclin en valeur réelle. Cependant, des apports d'aide alimentaire d'urgence, en 1982, pourraient se traduire, pour l'année, par un accroissement en valeur réelle de l'aide extérieure. En outre, le Botswana reçoit une aide de la CEE dans le cadre du Système de stabilisation des recettes d'exportations dans le secteur minier (SYSMIN) pour compenser la perte des recettes d'exportations provenant des mattes de cuivre et de nickel.

40. Le taux du service de la dette extérieure était d'environ 2 p. 100 en 1981. Un accord de prêt de 30 millions d'eurodollars (avec une période de remboursement de quatre ans) a été signé en début de 1982. Les réserves brutes de devises sont à l'heure actuelle de l'ordre de 300 millions de dollars mais on prévoit qu'elles baisseront sensiblement à la fin de l'année en raison de l'irrégularité des rentrées provenant des ventes de diamants.

#### F. Budget de l'Etat

41. Le tableau 7 indique la situation budgétaire des trois dernières années et les estimations les plus récentes pour 1982-1983.

Tableau 7

Budget de l'Etat

(Millions de pulas)

	1979/80	1980/81	1981-1982 (Chiffres provisoires)	1982-1983 (Estimations)
<u>Recettes et dons</u>				
Recettes minières	76,6	101,1	77,1	76,1
Recettes provenant des importations	80,2	102,0	104,3	117,8
Droits d'exportation	0,6	0,5	0,5	0,5
Impôt sur les revenus ne provenant pas du secteur minier	24,3	38,5	41,4	49,2
Autres impôts	2,5	2,2	3,3	9,9
Recette non fiscale	27,9	24,6	54,7	43,7
Subventions renouvelables	2,7	2,3	0,7	3,1
Dons pour le développement	<u>34,3</u>	<u>35,5</u>	<u>37,3</u>	<u>35,0</u>
Apports totaux	249,1	306,6	319,2	335,2
<u>Dépenses et prêts</u>				
Dépenses renouvelables	122,0	166,8	199,3	234,5
Dépenses de développement	98,3	121,4	119,6	140,0
Prêts nets aux organismes paraétatiques, etc.	<u>7,8</u>	<u>20,1</u>	<u>19,6</u>	<u>38,5</u>
Sorties totales	228,0	308,3	338,5	413,0
<u>Solde</u>	<u>+21,1</u>	<u>-1,7</u>	<u>-19,3</u>	<u>-77,8</u>

42. Après avoir conservé un équilibre satisfaisant durant les deux exercices fiscaux précédents, le budget a accusé un déficit de 19,3 millions de pulas en 1981-1982. Par suite du déclin des recettes minières, d'autres sources de recettes ont dû être plus fortement exploitées, ce qui s'est traduit par une faible croissance des recettes totales. Cependant, l'augmentation des dépenses renouvelables a plus qu'absorbé l'accroissement. On ne prévoit pas que les recettes minières reprennent durant l'exercice en cours, mais celles en provenance de l'Union douanière d'Afrique australe et des impôts sur le revenu pourraient accuser quelques progrès. D'autre part, les dépenses renouvelables devraient augmenter sensiblement. Les dépenses de développement, 140 millions de pulas, seront

/...

également plus élevées, encore qu'inférieures au chiffre prévu à l'origine au budget (160 millions de pulas). En raison du déficit général projeté de 77,8 millions de pulas (84 millions de dollars) pour cette année, les dépenses sont actuellement maintenues à 80 p. 100 des niveaux autorisés et toutes les propositions de dépenses sont soumises à un réexamen rigoureux. Diverses mesures sont également à l'étude en vue de susciter des recettes.

43. Outre l'aide alimentaire destinée expressément à remédier aux effets de la sécheresse actuelle, le gouvernement prévoit d'avoir à prélever 10 millions de pulas sur ses propres ressources pour des mesures de secours. Sur ce total, 4,5 millions de pulas ont été imputés sur le budget de 1982-1983, mais il reste encore à trouver 5,5 millions de pulas (6 millions de dollars). On espère que l'assistance étrangère d'urgence, fournie expressément en raison de la sécheresse par les Etats-Unis, la Suède, la Norvège, le Royaume-Uni et la CEE, atteindra au moins 10 millions de dollars cette année. On espère aussi que le PAM apportera un appui supplémentaire de l'ordre de 5 millions de dollars ce qui allégera la charge imposée aux ressources de l'Etat\*.

### III. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE

44. Il ressortait du rapport précédent du Secrétaire général (A/36/264-S/14491, Annexe) que la plupart des projets prévus au Programme spécial d'assistance économique avait été exécutée. Ce programme était destiné à aider le Botswana à assurer son développement normal malgré la nécessité d'affecter des ressources à la sécurité, imposée par la situation de la fin des années 70. Les progrès accomplis durant la dernière année dans l'exécution des quatre projets restants et les besoins d'assistance extérieure liés à ces projets sont indiqués ci-dessous.

#### A. Prise en charge du réseau ferroviaire

45. Le gouvernement entend procéder à la prise en charge progressive prévue du réseau ferroviaire du Botswana, qui est exploité par la National Railways of Zimbabwe (NRZ). Il est prévu que le Botswana aura le contrôle opérationnel du réseau en janvier 1987, mais entre-temps, les accords de coopération conclus avec la NRZ resteront en vigueur.

---

\* A la mi-juillet 1982, le PAM a annoncé une aide supplémentaire évaluée à 2,2 millions de dollars.



46. Le tableau 8 indique le trafic ferroviaire des dernières années.

Tableau 8

Trafic ferroviaire  
 (Milliers de tonnes)

	<u>1977/78</u>	<u>1978/79</u>	<u>1979/80</u>	<u>1980/81</u>	<u>1981/82</u>
		(juillet-juin)			(9 mois)
Trafic au Botswana	939	1 106	1 091	1 101	757
Trafic de transit	<u>1 197</u>	<u>1 544</u>	<u>2 054</u>	<u>1 859</u>	<u>1 093</u>
Total	<u>2 136</u>	<u>2 650</u>	<u>3 145</u>	<u>2 960</u>	<u>1 850</u>

47. Bien que le tableau ci-dessus indique que le trafic au Botswana représente environ 40 p. 100 du total, en tonnes-kilomètres, la proportion n'est que de 20 p. 100.

48. Les 12 locomotives de la ligne principale financées par la République fédérale d'Allemagne (20,6 millions de dollars) seront livrées à partir du milieu de 1982. Le financement de la CEE (3 millions d'unités de compte) est utilisé pour l'achat de voitures. A la mi-avril 1970, le gouvernement a financé la construction d'un nouveau centre administratif à Francistown, qui fait actuellement office de bureau de district en attendant la prise en charge du réseau, après quoi il deviendra le siège du Chemin de fer. Des fonds sont nécessaires pour un atelier d'entretien à Francistown; entre-temps, les locomotives et le matériel roulant du Botswana sont entretenus à Bulawayo (Zimbabwe) mais il devient de plus en plus difficile d'y assurer ces services. Outre les 12 locomotives, le Botswana possède 13 wagons-citernes, 47 wagons à charbon et 2 pilonneuses. Il continue aussi à avoir l'usage à plein temps de 150 wagons à bestiaux du Zimbabwe.

B. Installations de stockage de pétrole

49. Le remplissage de la portion des réservoirs revenant à l'Etat (un tiers) qui se poursuit depuis plusieurs mois, devrait être achevé en 1983. Si la subvention de la République fédérale d'Allemagne a permis de financer la construction et une partie du remplissage, la montée du prix du pétrole a provoqué un déficit important, pour lequel le gouvernement recherche 8 millions de dollars supplémentaires; en attendant, ces dépenses sont financées au titre du budget.

### C. Route Botswana-Zambie

50. Selon des informations récentes, l'achèvement du dernier tronçon jusqu'à la frontière zambienne sera plus coûteux que prévu, et il est probable qu'un déficit de 8,4 millions de dollars nécessitera d'urgence une aide extérieure. Etant donné qu'il s'agit d'un projet de la SADCC, le Gouvernement présentera ses besoins financiers à la prochaine réunion de la Conférence.

51. Une étude de faisabilité portant sur un pont, qui remplacerait le bac à Kazungula, est envisagée avec des donateurs potentiels au titre du programme de la SADCC.

### D. Construction d'aéroports

52. Le nouvel aéroport de Gaborone a bénéficié de crédits considérables et la construction a commencé. Un appui est assuré par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), le Koweït, la République fédérale d'Allemagne et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Cependant, il reste un déficit de 6,5 millions de dollars.

53. A Francistown et Selebi-Phikwe, des fonds restent nécessaires pour le bâtiment du terminal. Les pistes de Maun et de Kasane doivent être renforcées, ce qui coûtera environ 6 millions de pulas. Les aérodromes de Ghanzi et de Tshabong doivent être remis en état et améliorés.

## IV. LES EXIGENCES DU RELEVEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DU PAYS

54. Les précédents rapports exposaient un grand nombre de projets de relèvement et de développement qui avaient été élaborés pour remédier aux perturbations économiques résultant directement des incidents et des troubles frontaliers de 1977. Les autres besoins dans ce domaine sont exposés ci-dessous.

### A. Programmes de relèvement de l'économie

#### 1. Infrastructure de lutte contre les incendies de forêts

55. Une assistance reste nécessaire pour la fourniture du matériel mécanique nécessaire à la construction de pare-feu dans le parc national de Chobe, où de graves incendies se sont produits durant la saison sèche de 1981. Des pare-feu doivent être mis en place tous les ans, à la fin de la saison des pluies.

#### 2. Relèvement de l'industrie touristique

56. Le Département du tourisme a besoin de 260 000 dollars pour implanter des campements touristiques (ainsi que des logements pour le personnel du parc) afin de relancer le tourisme dans la zone. Le Chobe Lodge est toujours fermé dans le parc.

B. Lutte contre la fièvre aphteuse

57. Les divers projets prévus dans ce programme ont été exécutés avec succès.

C. Renforcement des liaisons de transport  
et de communication avec le Zimbabwe

1. Goudronnage de la route Dumela-Ramokgwebana

58. La construction est en cours sur le côté Botswana de cette grande artère reliant le pays au Zimbabwe, avec une aide de la Banque mondiale (6,5 millions de dollars). Il reste un déficit de 3,9 millions de dollars pour lequel le Gouvernement recherche une assistance. Dans le cadre de l'amélioration de cette route, un nouveau pont est nécessaire à Francistown, dont le coût serait de 1,2 million de dollars; la BAD a octroyé 800 000 dollars et une assistance est recherchée pour le complément de 4 000 dollars.

2. Rénovation de la voie ferrée

59. La voie ferrée s'est considérablement détériorée au Botswana, faute d'entretien et de remplacement durant les années 70. Les principaux besoins sont les suivants : rénovation de 640 km de voies, remplacement du système de signalisation et installation de télécommunications. Le coût des travaux est estimé à 184 millions de dollars, dont 177 millions pour la rénovation de la voie et son amélioration. Des fonds sont recherchés pour ce projet dans le cadre du programme de la SADCC. Le trafic, qui continue à être intense, affaiblit encore la voie, ce qui rend ce projet particulièrement prioritaire.

3. Télécommunications

60. La BAD fournit 20 millions d'unités de compte pour la liaison Lobatse-Francistown par micro-ondes, pour laquelle des appels d'offre ont déjà été lancés. Il faudra encore 20 à 25 millions de dollars pour des centraux et des raccordements locaux le long de cette ligne. Un nouveau central pour les liaisons par télex est maintenant en service. Une liaison radio Gaborone-Ghanzi a été installée au prix de 250 000 pulas. Le central de Kasane a été réaménagé, mais celui de Maun exige des travaux supplémentaires. Les besoins restent considérables dans le domaine des télécommunications rurales.

61. La liaison Francistown-Bulawayo par micro-ondes, projet de la SADCC financé par la Norvège et la Suède, devrait entrer en service au début de 1984.

-----